

612/57

Simplifications susceptibles d'être apportées
dans les services des titres.

(1939)

S. N. C. F.

Dossier

de M^r le Directeur Général

COMITÉ DE DIRECTION

du 7 NOV. 1939

612

Ly

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHÉMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
- 8 NOV 1939	
Dossier D 612 / 17	Page N° 3

A RETOURNER
AU SECRÉTARIAT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

QUESTION N° VII

VII - Simplifications susceptibles d'être
apportées dans les Services des Titres
pendant la guerre.

M. Brochu
Communiqué à Monsieur BROCHU le 7/11/39

Le Comité a approuvé les propositions
faites mais m'a signalé deux points :

1°) en ce qui concerne la suppression
de l'envoi des avis d'amortissement, il m'a été
demandé de bien préciser que cette suppression
ne supprimait pas l'inscription sur les titres
nominatifs du fait que telle ou telle obliga-
tion est amortie.

2°) d'autre part, on m'a demandé d'exa-
miner, parmi les mesures proposées, quelles
seraient celles qui pourraient être maintenues
en temps de paix.

Notes de séance

*voir ce qui est paru
dans le rapport
de paix*

Observations

de

M^r le Directeur Général

Exposé :

Les Services Financiers de la S.N.C.F. ont examiné avec les Représentants des Compagnies les simplifications qui pourraient être apportées dans les Services des Titres pendant la guerre.


Ils ont conclu à la possibilité de prendre immédiatement certaines mesures, telles que : suppression de l'envoi des avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs, assouplissement de certaines règles en matière de contentieux des titres.

Ces mesures pourraient être complétées par d'autres, entraînant des économies plus importantes, s'il était apporté certaines modifications aux textes légaux en vigueur.

A ce sujet, les Services ont préparé des projets de décrets-lois : l'un (Annexe I) destiné à permettre la suppression de l'émargement des titres au porteur sans qu'il en résulte d'inconvénients d'ordre pécuniaire pour la S.N.C.F., l'autre (Annexe 2) ayant pour objet la simplification des conditions d'établissement des déclarations d'impôts dus en vertu de la législation fiscale sur les valeurs mobilières; le texte proposé consiste à étendre à la S.N.C.F. et aux Compagnies les dispositions applicables aux titres des Chemins de fer de l'Etat en vertu de la loi du 7 mars 1912.

Solution adoptée

Approuvé



S.N.C.F.

Services Financiers

COMITÉ DE DIRECTION

du 7 NOV 1939 193

(Question N° VII)

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

DIRECTION GÉNÉRALE

8 NOV 1939

Dossier D 612 157 12

COMITE DE DIRECTION

Séance du 7 novembre 1939

Simplifications susceptibles d'être apportées
dans les Services des Titres pendant la guerre

Le souci de dégager pendant la période de guerre toutes les économies, notamment de personnel, compatibles avec une exécution suffisante du service a conduit à rechercher les simplifications qui pourraient, sans trop d'inconvénients, être apportées, au moins temporairement, dans les Services des Titres des Compagnies et de la S.N.C.F.

La question a été examinée par les Services Financiers, de concert avec les Compagnies. En conclusion, il est apparu que, si certaines mesures pouvaient être décidées sans intervention du législateur, d'autres, au contraire, - et ce sont celles qui ont le plus de portée pratique - exigeaient, pour leur mise en oeuvre, des modifications aux textes légaux en vigueur.

Simplifications susceptibles d'être décidées sans intervention législative.

Les Services ont envisagé :

1°) de supprimer l'envoi des avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs; l'économie à attendre de cette mesure peut être évaluée à 200.000 Fr pour l'ensemble des Services des Titres (suppression de 4 agents

*Mais note
la question même sur
la titre nominatif que
l'obligation est émise*

et d'une dépense de 100.000 Fr par an de timbres postes);

2°) d'assouplir certaines règles en matière de contentieux. Dans cet esprit, par exemple, les certificats nominatifs de titres souscrits au nom de femmes mariées, ayant la libre disposition de ces titres, seraient revêtus d'une mention permettant d'éviter par la suite l'ouverture d'un dossier contentieux à l'occasion d'une opération intéressant ces certificats.

Par contre, la fusion des contentieux des titres, que les Réseaux avaient envisagée dès 1932 - plutôt pour aboutir à une unité de doctrine que pour réaliser une économie jugée pratiquement insignifiante - n'a pas été retenue comme mesure réalisable dans les circonstances actuelles, en raison notamment des difficultés de transmission entre les sièges des Compagnies.

Simplifications supposant une modification préalable de la législation en vigueur.

Il s'agit là de simplifications beaucoup plus importantes que les précédentes :

A - Suppression de l'émargement des titres au porteur.

Indépendamment des possibilités de repérage des titres faux qu'il donne, l'émargement a pour but essentiel de permettre à l'émetteur de s'assurer, avant paiement des arrérages, qu'il ne se trouve pas en présence d'un titre amorti ou frappé d'opposition.

Or, d'une part, il est indispensable d'effectuer à ce sujet une vérification minutieuse éliminant tout paiement

*possibilité
de couvrir
pert au point
cas de faillite*

fait à tort car, aux termes de l'article 6 de la loi du 1er août 1893, les Sociétés qui "ont continué à payer les intérêts ou dividendes des actions, obligations ou tous autres titres remboursables par suite de tirage au sort, ne peuvent répéter ces sommes lorsque le titre est présenté au remboursement".

D'autre part, la bonne exécution du service ne serait évidemment pas compatible, même si l'intérêt pécuniaire n'était pas directement en jeu, avec un système de paiement des arrérages laissant place systématiquement à des erreurs.

Les Services ont estimé que, dans ces conditions, la suppression de l'émargement des coupons au porteur ne saurait être réalisée que sous les réserves suivantes :

1° - Extension préalable, par voie de décret, à la S.N.C.F. et aux Réseaux, de l'exception dont bénéficie le Trésor Public en ce qui concerne la disposition susrappelée de la loi du 1er août 1893 (ci-joint, en annexe I, projet de décret-loi à cet effet).

2° - Institution d'un Service de vérification des coupons présentés au paiement, au regard des listes des titres amortis ou frappés d'opposition.

L'économie nette annuelle de la mesure proposée se chiffrerait, pour l'ensemble des Services des titres, à environ 1 million de francs (suppression nette de 40 à 50 agents sur un effectif moyen de 80, calculée en unités-temps de guerre).

B - Modification des délais de paiement des impôts surtitres
Comme suite à des études antérieures, les Services sont

d'avis de proposer à nouveau aux Ministères des Finances et des Travaux Publics un projet de décret-loi aux termes duquel les impôts dus par la S.N.C.F. et les Compagnies au titre des actions, obligations ou bons émis ou à émettre ou pris en charge seraient à l'avenir acquittés dans les 20 jours qui suivent chaque échéance de coupons et non plus par acomptes, suivant les conditions de droit commun dans les 20 jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre civil (ci-joint, en annexe II, projet de décret-loi à cet effet).

L'adoption de cette mesure aurait pour conséquence non seulement de diminuer les difficultés rencontrées par la S.N.C.F. et les Compagnies dans l'établissement des déclarations d'impôts, mais aussi de faciliter leurs propres recherches et celles de l'Administration de l'Enregistrement.

L'équivalent de trois agents pour l'ensemble des Services des Titres se trouverait libéré.

Conclusions

L'ensemble des mesures envisagées permettrait une résorption d'environ 50 à 60 unités de l'effectif des Services de Titres (A.L. compris), lequel est chiffré, pour le temps de guerre, à 860 environ.

Il est proposé au Comité d'approuver :

1° - la réalisation immédiate des simplifications exposées ci-dessus, dans la mesure où la législation

actuelle, le permet;

2° - l'envoi à l'Administration Supérieure du projet des deux décrets-lois dont le texte est donné en annexe.

Le Directeur des Services Financiers,
BROCHU

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DÉCRET	
- 8 NOV 1939	
Dossier	Publ. N°
D 612 / 17	12

ANNEXE I

PROJET de Décret-loi.

Article 1

Les dispositions de l'article 70 de la loi du 24 Juillet 1867 (article 6 de la loi du 1er août 1893), relatives à la non-répétition des intérêts ou dividendes payés à tort par les Sociétés sur des titres remboursables par suite d'un tirage au sort, ne sont pas applicables aux titres émis ou pris en charge par la Société Nationale des Chemins de fer Français, les Compagnies de Chemins de fer de l'Est, du Midi, du Nord, du P.L.M., du P.O. et le Syndicat de Grande Ceinture.

Article 2

Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, etc

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION	
- 8 NOV 1939	
Dossier	612 / 57 / 22

ANNEXE II

PROJET de Décret-loi

Article 1

Les taxes de toute nature auxquelles sont assujettis les actions, obligations et bons émis ou pris en charge par les Compagnies de Chemins de fer de l'Est, du Midi, du Nord, du P.L.M. et du P.O., l'Administration des Chemins de fer d'Alsace et de Lorraine ou la Société Nationale des Chemins de fer français, sont perçues dans les conditions déterminées par l'article 16 de la loi du 7 mars 1912, relative aux obligations à émettre pour les besoins des Chemins de fer de l'Etat.

Article 2

Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, etc

Société Nationale
des
Chemins de fer français

P R O J E T

Le Président
du Conseil
d'Administration

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
à Monsieur le Ministre des Finances
(Copie à Monsieur le Ministre des
Travaux Publics)

26-1-57

*La lettre n'a
pas été
s'interrompre à la
Ministre des Travaux Publics*

Parmi les simplifications de fonctionnement des Services, que nous avons cru devoir retenir en raison des économies, notamment de personnel, qu'elles permettraient de réaliser, figure la suppression de l'émargement préalable des coupons au porteur qu'effectuent, dans l'état actuel des choses, les Services des Titres de la S.N.C.F. et des Compagnies.

Cette suppression ne saurait, toutefois, à notre avis, être effectuée sans que soit étendue à la S.N.C.F. et aux Compagnies l'exception dont bénéficient les Administrations publiques en matière de répétition des coupons indûment payés sur titres appelés au remboursement.

En effet, indépendamment des possibilités de repérage des titres faux qu'il donne, l'émargement permet à l'émetteur de s'assurer, avant paiement des arrérages, qu'il ne se trouve pas en présence d'un titre amorti ou frappé d'opposition.

Or, cette vérification minutieuse avant paiement n'est réellement indispensable qu'en raison des termes de l'article 6 de la loi du 1er août 1893 qui dispose que les Sociétés qui "ont continué à payer les intérêts ou dividendes

des actions, obligations ou tous autres titres remboursables par suite de tirage au sort, ne peuvent répéter ces sommes lorsque le titre est présenté au remboursement".

Nous avons donc l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous demander de vouloir bien examiner si, par voie de décret-loi, la S.N.C.F. et subsidiairement les Compagnies de Chemins de fer d'Intérêt Général, agissant en cette matière pour le compte de la S.N.C.F. ne pourraient pas être exonérées du jeu d'une telle disposition, comme l'était le Réseau A.L. avant que le Service de ses titres ait été repris par la S.N.C.F. et comme l'est encore le Trésor Public notamment pour les titres du Réseau de l'Etat dont il assure le Service.

Nous nous permettons de vous soumettre, ci-joint, le projet d'un texte à cet effet.

Par ailleurs, il nous avait paru qu'une modification des conditions de règlement des taxes dues par la S.N.C.F. et les Compagnies au titre des actions, obligations et bons émis ou pris en charge par elles serait de nature, non seulement à réduire les difficultés que nous rencontrons dans l'établissement des déclarations fiscales, mais aussi à faciliter leurs propres recherches et celles de l'Administration et, de ce fait, génératrice d'économies appréciables des frais généraux et nous avons, par lettre du 30 mars dernier, transmise par l'intermédiaire de M. le Ministre des Travaux Publics, attiré votre attention sur l'intérêt qui s'attacherait à cette réforme réalisable par voie de décret-loi.

Nous vous demandons à nouveau si la S.N.C.F. et les Compagnies ne pourraient pas être autorisées à acquitter les taxes

frappant les titres émis ou pris en charge par elles, non plus par acomptes, suivant les conditions du droit commun, dans les 20 jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre civil, mais, pour leur montant exact, dans les 20 jours qui suivent chaque échéance de dividende, d'intérêt ou de remboursement, comme il est de règle par application de l'article 16 de la loi du 7 mars 1912, en ce qui concerne les obligations émises pour les besoins des Chemins de fer de l'Etat.

Nous vous soumettons, également ci-joint, pour le cas où notre suggestion pourrait être prise en considération, un projet de décret-loi en ce sens.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE DES FINANCES

BUREAU

17, rue de Londres, 17

Tél. : Trinité 73.00

N° **FD 868** A

A rappeler en cas de réponse

Paris, le 23 OCT 1939

19

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
DIRECTION GÉNÉRALE	
- 8 NOV 1939	
Descripteur	D 612 / 57 / 1

Monsieur le Directeur Général.

Donnée - Rapport au Comité aux Propriétaires des Titres

Au cours d'une réunion que j'ai tenue le 29 septembre 1939 avec les Secrétaires Généraux des Compagnies, a été notamment étudiée la question des simplifications qui pourraient être apportées dans les Services des Titres pendant la période de guerre.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, un memento des conclusions auxquelles est parvenue la réunion susvisée.

A ce memento sont annexés deux projets de décrets-lois destinés :

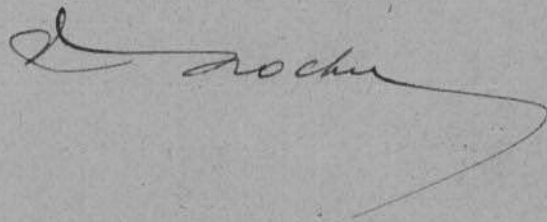
- le premier à permettre la suppression de l'émargement des coupons au porteur, en éliminant la responsabilité pécuniaire qui, en l'état actuel des textes, incomberait en définitive à la S.N.C.F. en cas de coupons payés à tort sur titres amortis;

- le second à simplifier les conditions d'établissement des déclarations d'impôts sur valeurs mobilières, par l'extension à la S.N.C.F. et aux Compagnies de la méthode admise

expressément par une loi de 1912 pour les titres émis par les Chemins de fer de l'Etat.

Etant donné les simplifications de gestion et les réductions de personnel que permettrait l'adoption de ces deux textes, je serais d'avis d'en saisir le plus tôt possible M. le Ministre des Travaux Publics et M. le Ministre des Finances.

Le Directeur des Services Financiers,

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "L. Rochu". The signature is fluid and cursive, with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

QUESTION I

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS	
- 8 NOV 1939	
Dossier D	612 / 57 / 1 ^{re}

Simplifications à apporter au Service des Titres
pendant la guerre
(suppression éventuelle de l'émargement et des avis des titres
amortis aux titulaires de certificats nominatifs, assouplissement
des règles suivies en matière de contentieux des titres, etc.)

Au cours d'une réunion préliminaire qu'ils ont tenue le 28 septembre, les représentants des Compagnies ont procédé à un premier examen des simplifications à apporter au Service des Titres pendant la guerre : d'ores et déjà, ils sont d'accord pour supprimer les envois d'avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs et pour assouplir certaines règles en matière de contentieux; par contre, ils font observer que la suppression de l'émargement, envisagée à maintes reprises, ne saurait être appliquée sans que certaines conditions préalables aient été remplies.

Indépendamment des possibilités de repérage des titres faux qu'il donne, l'émargement a pour but essentiel de permettre à l'émetteur de s'assurer, avant paiement des arrérages, qu'il ne se trouve pas en présence d'un titre amorti ou frappé d'opposition.

Or, d'une part, il est indispensable d'effectuer à ce sujet une vérification minutieuse éliminant tout paiement fait à tort car, aux termes de l'article 6 de la loi du 1^{er} août 1893, les Sociétés qui "ont continué à payer les intérêts ou dividendes des actions, obligations ou tous autres titres

remboursables par suite de tirage au sort, ne peuvent répéter ces sommes lorsque le titre est présenté au remboursement".

D'autre part, la bonne exécution du service ne serait évidemment pas compatible, même si l'intérêt pécuniaire n'était pas directement en jeu, avec un système de paiement des arrérages laissant place systématiquement à des erreurs.

I - La Conférence est bien d'accord sur la valeur de ces arguments.

Aussi lui apparaît-il que la suppression de l'émargement d'ailleurs limitée aux titres au porteur ne pourrait être réalisée que sous les réserves suivantes :

a) Substitution à l'émargement supprimé d'un service restreint de vérification des listes des titres amortis ou frappés d'opposition.

b) Extension, par voie de décret, à la S.N.C.F. et aux Réseaux, de l'exception dont bénéficie le Trésor Public en ce qui concerne la disposition susrappelée de la loi du 1^{er} août 1893 (ci-joint en annexe I projet de décret-loi à cet effet).

L'économie annuelle de la mesure proposée se chiffrerait, pour l'ensemble des Réseaux, à environ 1 million de francs par une suppression nette de 40 à 50 agents sur un effectif moyen de 80, calculée en unités - temps de guerre.

II - En ce qui concerne la suppression des avis d'amortissement aux titulaires de certificats nominatifs, la Conférence est d'accord pour la réaliser : l'économie à attendre de cette mesure se traduirait par la libération de 4 agents pour l'ensemble des Compagnies ; 100.000 frs par an de timbres postes seraient en outre économisés.

III - Quant aux Contentieux des titres, la Conférence ne croit pas possible d'en réaliser actuellement la fusion, en raison notamment des difficultés de transmission entre les sièges des Compagnies. Par contre, différentes suggestions seraient à retenir permettant de réduire à l'avenir le nombre des nouveaux dossiers : ainsi, par exemple, les certificats nominatifs de titres souscrits au nom de femmes mariées pourraient être revêtus d'une mention indiquant que la femme a la libre disposition de ces titres. M. DURAND a été chargé par la Conférence de résumer dans une note toutes les simplifications qui pourraient être apportées dans ce domaine (Annexe II ci-jointe).

IV - Enfin, comme suite à des études antérieures poursuivies à la fois par les Services Financiers S.N.C.F. et les Services des Compagnies, la Conférence est d'avis de proposer à nouveau aux Ministères des Finances et des Travaux Publics un projet de décret aux termes duquel les impôts dus par la S.N.C.F. et les Compagnies au titre des actions, obligations ou bons émis ou à émettre seraient à l'avenir acquittés dans les 20 jours qui suivent chaque échéance de coupons et non plus par acomptes, suivant les conditions de droit commun dans les 20 jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre civil (ci-joint en annexe III projet de décret-loi à cet effet).

L'adoption de ce décret aurait pour conséquence non seulement de diminuer les difficultés rencontrées par la S.N.C.F. et les Compagnies dans l'établissement des déclarations d'impôts, mais aussi de faciliter leurs propres recherches et celles de l'Administration de l'Enregistrement.

L'équivalent de trois agents se trouverait libéré.

Au cas où l'Administration ferait valoir, à l'encontre du dit décret une perte d'intérêts consécutive au paiement semestriel des impôts, des acomptes à mi-semestre pourraient être versés sur la base de la moitié des impôts acquittés au titre de l'échéance précédente .

L'ensemble des mesures envisagées permettraient une résorption d'environ 50 à 55 unités de l'effectif des Services de Titres (A.L. compris), lequel est chiffré, pour le temps de guerre, à 860 environ.